Etats baltes : condamner la falsification de l'histoire

Description

Dans des déclarations adoptées le 7 mai 2020 à l'occasion du 75ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, les parlements d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont condamné les crimes contre l'humanité et appelé les citoyens et les sociétés à soutenir la paix, la stabilité et la démocratie en Europe et à travers le monde.

« *Les crimes de guerre ne doivent pas être oubliés ou pardonnés. La guerre est un crime contre l'humanité* », a étrangement déclaré le président du Riigikogu estonien, Henn Põlluaas, avant d'incriminer ouvertement la Russie pour sa falsification et sa distorsion de l'Histoire à l'occasion des célébrations du 9 Mai. Pour lui, la vigilance doit être de mise au regard de la vérité historique, qui se nourrit de la mémoire. Il est donc du devoir de chaque pays d'entretenir une mémoire historique authentique, de sorte à ce que les crimes des régimes totalitaires ne soient pas enfouis. H. Põlluaas s'est référé à un texte, adopté le 19 février 2020 par le Parlement estonien, « *Sur la mémoire historique et la falsification de l'Histoire* », qui condamne notamment le Pacte Molotov-Ribbentrop et ses protocoles secrets, l'occupation des États baltes et la division de la Pologne qui en ont résulté.

En Lituanie, c'est le ministre des Affaires étrangères Linas Linkevičius qui a initié l'adoption par le Seimas d'une résolution qui condamne, elle aussi, le Pacte germano-soviétique et insiste sur le fait que, plutôt que la liberté, la fin de la Seconde Guerre mondiale a surtout apporté au pays d'Europe centrale « *cinq décennies d'oppression totalitaire, l'occupation soviétique, un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* ». Le texte appelle le Parlement européen et la communauté internationale à résister au révisionnisme historique et à la désinformation propagés par la Russie contemporaine qui tente de dénier la responsabilité historique de l'Union soviétique dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Le texte adopté par la Saeima lettone, lui, insiste sur l'unité de l'Europe, inaccessible tant que sa mémoire collective reste divisée. La Lettonie souligne la nécessité d'une vision commune des crimes commis par les régimes totalitaires nazi et communiste. « *Le souvenir est nécessaire pour évaluer le passé de manière adéquate et globale, alors que l'oubli intentionnel entrave le processus. Cela concerne non seulement les habitants de la Lettonie, mais l'Europe en général où coexistent toujours différentes cultures mémorielles et mémoires historiques. Il est grand temps pour nous de parler ouvertement, et avec confiance, de notre passé* », a indiqué le président du comité des Affaires étrangères de la Saeima Rihards Kols.

Sources : *ERR.ee, Baltic Course, Riigikogu.ee, Saeima.lv.*

date créée
09/05/2020
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou